



SCÈNES - DANSE

ENTRETIEN AVEC ISABELLE GINOT : «IL Y A MILLE FAÇONS DE S'ENGAGER SOCIALEMENT AVEC LA DANSE»

La rencontre entre danse et handicap a conduit à une situation paradoxale. D'un côté, la recherche chorégraphique constitue désormais un outil de soin et d'émancipation pour les corps dits vulnérables. De l'autre, les danseurs professionnels, toujours sculptés et performants, ignorent tout de leur propre fragilité, au point de nier leurs blessures. L'universitaire Isabelle Ginot, engagée de longue date dans les croisements entre soin et danse, comble les impensés d'un milieu artistique qui apprend encore au contact de la vulnérabilité pendant que la société campe sur ses réflexes validistes. Une recherche à découvrir lors de la conférence « IN Vulnérables », le 11 avril.

Propos recueillis par Adèle Beyrand
Publié le 25/03/2026

La notion de « vulnérabilité » s'est faite une place dans les arts vivants ces dernières années. Comment cette intégration a-t-elle eu lieu ?

Une tendance s'est développée en réponse à une urgence : celle d'interroger la place des personnes dites « vulnérables » dans le monde social comme dans celui de la danse. Il s'agissait aussi de remettre en question le modèle dominant dans les représentations du corps : toujours surpuissant, inattaquable. Mais il faut rester attentif aux usages de ce terme : quel sens lui donne-t-on ? Et surtout, qui parle et dans quel contexte ? Tant que certaines catégories de population sont maintenues dans l'ombre sociale, tout débat est impossible. C'est le cas pour le handicap, mais aussi pour les demandeurs d'asile, les femmes, les personnes trans, les enfants et les personnes victimes de violences. Il y a un enjeu politique à mettre l'espace de la scène et son potentiel de visibilité au service de ces corps, et les artistes professionnels ont une responsabilité à cet endroit.

En 2007, vous cofondez l'association A.I.M.E. pour porter des projets chorégraphiques construits autour de publics vulnérables. Comment son action a-t-elle évolué avec le temps ?

Il y a mille façons de s'engager socialement avec la danse. La première, pour moi, a été de participer au département danse de l'université Paris 8, dont l'ambition était d'ouvrir l'université aux danseurs professionnels même lorsqu'ils n'avaient pas de parcours académique. Cette aventure est toujours le fondement de mon travail. Mais il y avait aussi un besoin de sortir de l'université et d'explorer d'autres espaces sociaux. Quand nous avons commencé, avec A.I.M.E., nous étions naïfs : notre idée était de partager les savoirs de la danse et des pratiques somatiques avec des personnes qui n'y ont pas accès. Très vite, nous avons réalisé que c'était nous qui étions en train d'apprendre – et ce n'est pas une formule romantique. Il nous a fallu comprendre le fonctionnement de ces institutions – EHPAD, services psychiatriques, lieux d'accompagnement social. Sans cela, nous ne pouvions rien partager, seulement ajouter du chaos à des établissements déjà sous tension. Le soin français est conçu pour se tenir à l'écart du reste du monde. Il a fallu trouver une façon de circuler entre des réels hétérogènes : le spectacle vivant, la recherche et les espaces de soin.

À ses débuts, l'association a travaillé avec des militants investis dans la lutte contre le sida. Quels enseignements en avez-vous tiré ?

Tout d'abord, tous leurs savoirs sur les rapports avec le pouvoir médical. Et puis l'idée du « corps à la première personne », le corps vécu, également en vigueur dans les savoirs somatiques. C'est un axe fondamental de la lutte des patient-es. On peut le résumer ainsi : le savoir du médecin ne doit jamais légitimer son autorité sur l'expérience du ou de la patient-e. Car il ne faut pas l'oublier : les savoirs médicaux sont aussi un marché et un lieu de pouvoir. Enfin, nous gardons de la lutte contre le sida les pratiques militantes et solidaires, l'écoute, le collectif et le soutien mutuel.

L'inclusion des corps vulnérables dans la danse peut-elle aussi lever un tabou sur la santé des danseur-euses professionnel-le-s ?

On pourrait formuler la question autrement : la visibilité de corps catégorisés comme vulnérables peut-elle aider à briser le silence sur les blessures causées par la danse ? Il existe aujourd'hui un paradoxe. D'un côté, des danseur-euses professionnel-le-s partagent leur art avec des personnes non-danseuses, non-professionnelles et vivant avec des vulnérabilités. De l'autre, le silence sur la danse comme fabrique de vulnérabilités continue de régner. Dans le métier, dans les formations, la super performance est toujours de mise. Les violences et les accidents sont encore des tabous. Beaucoup de danseurs vivant avec des blessures ou des maladies chroniques continuent à cacher leur situation, y compris celles et ceux qui travaillent avec des publics vulnérables – et n'en viennent jamais à faire le lien. Heureusement, les imaginaires se transforment avec le temps. La jeune génération brise les cloisons entre handicap et monde de l'art, artistes professionnels et artistes non-professionnels. Je pense au collectif Ostensible porté par No Anger et Lucie Camous. Les deux vivent avec un handicap et proposent des ateliers à l'adresse de publics divers, une configuration encore rare en France. À l'échelle individuelle, certains artistes et activistes ont la capacité de faire bouger les choses, et ce malgré une machine politique qui marche en sens inverse. L'invisibilisation et la dévalorisation de certaines vies par rapport à d'autres continuent à se jouer ailleurs.

→ **Conférence « IN Vulnérables »** par **Isabelle Ginot**, le 11 avril dans le cadre de plan D au Palais de Tokyo, Paris

→ La collection *Mémoires du sida en danse* est disponible sur le site de la médiathèque du CND.